

## La voix de l'Opposition de gauche

Qui sont Hollande et ses principaux ministres, quels sont leurs points communs ?

**23 septembre 2012**

Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

**François Hollande** - Président de la République : Franc-Maçon du Grand Orient de France, il prône l'intégration de la « *laïcité* » dans la Constitution. Millionnaire, il déclare une fortune d'1,17 Million d'euros, omettant la Société Civile La Sapinière, qu'il gère avec Ségolène Royal, dont le capital s'élève à plus de 900 000 € Membre du club Le Siècle. Sioniste, il participe à plusieurs reprises aux diners du CRIF, qui salue sa victoire. Il est également membre de la fondation atlantiste French-American Foundation. En 2005, il fit campagne pour le « *Oui* » au référendum visant à ratifier le Traité Constitutionnel Européen. Lors du vote de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du traité de Lisbonne, il s'est abstenu. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'est également abstenu. Il est élu Président de la République avec moins de 40% des suffrages exprimés. Il est mis en cause par la plainte d'Emmanuel Verdin, qui l'accuse d'avoir couvert les agissements pédophiles qui auraient été perpétrés par Jack Lang.

**Jean-Marc Ayrault** – Premier Ministre : Notable du PS depuis près de 4 décennies. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote parlementaire sur le Mécanisme Européen de Stabilité (qui brade une nouvelle fois un pan de la souveraineté Française aux instances européistes), il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes dont il dirige le groupe, permettant ainsi l'adoption du MES à la majorité absolue. Est mandaté durant la campagne par François Hollande pour traiter la question du vote juif et récupérer les voix, et surtout le soutien, de la communauté. En 1997, il est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour une affaire de favoritisme dans l'attribution d'un marché public, et a depuis 2007 obtenu une « *réhabilitation* » « exposant quiconque évoquant ces faits à des poursuites ». En 2008, maire de Nantes, il fait voter une subvention de 400 000€ destinée à la rénovation et à l'agrandissement du local servant aux « *réunions* » de 7 loges maçonniques (face aux critiques de l'opposition, il dû finalement abandonner le projet). Il est membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste.

**Laurent Fabius** - Ministre des Affaires Etrangères : Issu d'une famille juive. Opère le « *tournant de la rigueur* » au début des années 80 en tant que 1er Ministre de Mitterrand, entraînant la rupture des communistes avec le PS. Il est mis en cause à cette époque dans l'affaire tragique du Rainbow Warrior, bateau de Greenpeace dynamité par des agents de la DGSE. Également mis en cause dans la sinistre affaire du sang contaminé, au cours de laquelle des poches de transfusion sanguine ont été contaminées par le virus du sida, faute de mesures préventives. Il est ministre sous Jospin lors du passage à l'euro et de la création d'Areva. Lors du Congrès de Versailles de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il ne prend pas part au vote. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme les autres parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Au début de l'année 2012, il se rend en Israël où il rencontre le Président Shimon Peres et le Ministre de la Défense Ehud Barak. Il participe aux dîners organisés par le club Le Siècle. Il participe aux réunions du

Groupe Bilderberg. Il prend part aux dîners du CRIF. Il participe à des réunions maçonniques, son appartenance à la Franc-Maçonnerie n'est pas officielle mais évidente.

**Manuel Valls** – Ministre de l'Intérieur : Né à Barcelone en 1962. N'a acquis la nationalité française que par naturalisation en 1982. Ami avec Alain Bauer – qui est le parrain de l'un de ses fils – Grand Maître du Grand Orient de France de 2000 à 2003. Le 4 Février 2008, il vote pour la réforme de la Constitution permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Se définit comme « *blairiste* » et « *clintonien* ». Favorable à l'instauration de la TVA Sociale ; favorable à l'allongement de la durée de cotisation pour le droit à une retraite à taux plein ; favorable à l'alignement des régimes spéciaux de retraites avec le régime général. En 2010, il se déclare favorable au contrôle par la Commission Européenne des budgets nationaux. Participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Il se prétend « *lié de manière éternelle à Israël* », et s'est opposé à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU. Intervenant au CRIF, notamment lors du « *congrès des amis d'Israël en France* » de 2012. Membre du club Le Siècle.

**Pierre Moscovici** - Ministre de l'Economie : Issu d'une famille juive. Soutien historique de Dominique Strauss-Kahn. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Directeur de campagne de François Hollande durant la campagne de 2012, il est Vice-Président du Cercle de l'Industrie (Lobby patronal européen, en lien avec le MEDEF), dont Strauss-Kahn fut également Vice-Président et initiateur avec Raymond H.Lévy (PDG de Renault), et Maurice Lévy (président du directoire de Publicis, participant aux réunions du Groupe Bilderberg). Les principales entreprises représentées au sein de ce lobby sont celles du CAC40. Participe à la rencontre entre Manuel Valls, François Hollande et Richard Prasquier, président du CRIF, lors d'une entrevue où Hollande s'engagea à « *combattre fermement l'antisémitisme et l'antisionisme* ». Membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste. Il faudrait rajouter qu'il fait partie de l'ECFR (la branche européenne du CFR bien connu).

**Michel Sapin** – Ministre du Travail : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Durant la campagne de François Hollande, il est chargé du programme présidentiel de François Hollande. A propos du Traité de Maastricht, qui préfigure le Traité de Lisbonne, il déclare : « *Maastricht apporte aux dernières années de ce siècle une touche d'humanisme et de Lumière qui contraste singulièrement avec les épreuves cruelles du passé* ». Lors du Congrès de Versailles en 2008, il vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote qui permit la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Il participe aux dîners du CRIF, en particulier en 2003 où il est présent aux « *12 heures pour l'amitié France-Israël* » avec François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Nicolas Sarkozy, Pierre Lellouche et Benjamin Netanyahu (1er ministre de l'entité sioniste). Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg, notamment en 1992 aux côtés de Jacques Toubon, Ernest-Antoine Seillière, Philippe Villin, André Levy-Lang ou encore Bernard Arnault.

**Vincent Peillon** – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçon membre du Grand Orient de France. Il prône une « *république spirituelle* », considérant « *la Franc-Maçonnerie et la laïcité* » comme « *religions de la république* ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « *une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe* ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

**Jean-Yves Le Drian** – Ministre de la Défense : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Européiste, il se prononce en 2005 pour la ratification du Traité Constitutionnel Européen. En 2008, il avait menacé de quitter le PS si ses « *camarades* » ne ratifiaient pas le Traité de Lisbonne. Milite pour une « *harmonisation européenne des politiques de défense* », donc pour la perte de la souveraineté militaire de la France. Sioniste, il est proche du CRIF. Le piratage de la base de donnée du site du CRIF mentionna Le Drian parmi la liste des utilisateurs abonnés.

**Stéphane Le Foll** – Ministre de l'Agriculture : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Sioniste, déclare à propos du diner du CRIF « *On n'avait pas de raison de dire non, c'est le genre de dîner où tout le monde va. (...) Le CRIF, on y est allé quasiment tout le temps, c'est comme ça, il y a des choses qui s'installent* ». Il participe également au groupe de liaison CRIF-PS mis en place en 2006, aux cotés notamment de Richard Prasquier (président du CRIF), François Hollande, Razzye Hammadi, Malek Boutih. Il se prononce en faveur de la ratification par la France du Traité de Lisbonne. Il est l'un des rares parlementaires socialistes à avoir osé se prononcer pour le Mécanisme Européen de Stabilité. En février 2012, il déjeuna avec l'ambassadeur des Etats-Unis, accompagnés notamment de Michel Sapin.

**Arnaud Montebourg** – Ministre du Redressement Productif : Franc-Maçon, membre de la French-American Foundation (fondation atlantiste). Il ne prend pas part au vote lors du Congrès de Versailles de 2008 qui modifia la Constitution pour permettre la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, à l'instar de la plupart des parlementaires socialistes, il s'abstient. Lié au CRIF, en particulier par sa compagne Audrey Pulvar qui en est l'auxiliaire zélée.

**Marisol Touraine** - Ministre de la Santé : Fille du sociologue Alain Touraine, aux accointances maçonniques de notoriété publique. Elle est membre du club Le Siècle. Européiste, elle vote en 2008 pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient comme la majorité des parlementaires socialistes, permettant ainsi son adoption à la majorité absolue.

**Aurélie Filippetti** - Ministre de la Culture : Participe aux dîners du CRIF. Lors du Congrès de Versailles de 2008, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote permettant l'adoption du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient. Elle milite contre l'antisionisme et se revendique ouvertement sioniste. Interrogée par Robert Ménard sur le voyage de Dieudonné en Iran, elle explique « *qu'il existe des personnes plus légitimes que d'autres pour parler des droits de l'homme [...] et que Dieudonné ne s'est pas beaucoup illustré dans le respect des droits de l'homme* ».

**Nicole Bricq**– Ministre de l'Energie et du Développement Durable : En 1991, elle soutient la Guerre du Golfe. En 2008, en tant que sénatrice PS, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Elle s'est déclarée favorable à l'instauration du Mécanisme Européen de Stabilité, et s'est abstenue comme les autres parlementaires socialistes. Elle fit partie des signataires de la lettre ouverte envoyée à Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, lui demandant de ne pas reconnaître l'État Palestinien à l'ONU. Elle est membre du très sioniste Cercle Léon Blum, comme Pierre Moscovici, Aurélie Filippetti, Julien Dray...

**Jérôme Cahuzac** - Ministre du Budget : Probable appartenance au Grand Orient de France. Frère d'Antoine Cahuzac, qui fut président du directoire de HSBC Private Bank France (avant d'être nommé en Janvier à la tête d'une importante filiale d'EDF). Lors du vote de la réforme constitutionnelle de 2008 permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote à propos du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient. Afin de « *préserver la confiance des*

*investisseurs* », il se prononce pour une rigueur budgétaire, précisant que cet« *objectif interdit la création de postes dans la fonction publique durant le prochain quinquennat* ». Il fait de la« *confiance des marchés* » sa priorité.

A propos du club Le Siècle, la fondation atlantiste French-American Foundation, le Groupe Bilderberg, à la page International du site ([Dossier international par pays](#)) figurent des articles sur ces organisations ainsi que des dizaines d'autres (think tanks) aux Etats-Unis notamment.

Quant au Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement sionistes, voici la liste de son *comité d'honneur*

ASSOULINE David, (Sénateur, Adjoint au maire de Paris)  
AYRAULT Jean-Marc, (Président du Groupe PS à l'Assemblée Nationale)  
BARTOLONE Claude, (Député, ancien ministre, président du conseil général de Seine-Saint-Denis)  
BENASSAYAG Maurice, (Conseiller d'Etat)  
BLISKO Serge, (Député du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris)  
BOURGUIGNON Pierre, (Député - Maire de Sotteville-lès-Rouen)  
BOUTIH Malek, (Ancien Président SOS Racisme)  
CAZENEUVE Bernard, (Maire de Cherbourg)  
CHARASSE Michel, (Sénateur, ancien ministre)  
COHEN-SOLAL Lyne, (Adjointe au maire de Paris)  
COLLOMB Gérard, (Sénateur - Maire de Lyon)  
DELANOE Bertrand, (Maire de Paris)  
DRAY Julien, (Député)  
ESTIER Claude, (Sénateur)  
FILIPETTI Aurélie, (députée de Moselle)  
FITERMAN Charles, (Ancien ministre)  
FREDERICK Bernard, (Journaliste à l'Humanité)  
GEISMAR Alain, (Universitaire)  
HUCHON Jean-Paul, (Président du Conseil Régional d'Ile de France)  
JAZOULI Adil, (Sociologue)  
KLUGMANN Patrick, (Adjoint au Maire de Paris)  
KOMITES Pénélope, (Adjointe au maire de Paris)  
KOUCHNER Bernard, (Ministre)  
MALVY Martin, (Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées)  
MAUROY Pierre, (Sénateur, ancien premier ministre)  
MOATI Serge, (Réalisateur)  
MOSCOVICI Pierre, (Ancien ministre, député du Doubs)  
PARIS Henri, (Général 2<sup>ème</sup> DB)  
PEILLON Vincent, (député européen)  
POIGNANT Bernard, (Député européen, président de la délégation socialiste française au Parlement européen)  
SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, (ancien ministre)  
SINCLAIR Anne, (Journaliste)  
STRAUSS-KAHN Dominique, (ancien ministre, directeur général du FMI),  
VAILLANT Daniel, (Député - Maire du 18<sup>ème</sup> Arrondissement de Paris, ancien ministre)  
VAUZELLE Michel, (Président du Conseil Régional de PACA)

Avertissement. Camarades, nous sommes sur un terrain glissant, alors attention aux dérapages !

Ne confondez pas l'antisionisme, le combat contre l'Etat d'Israël, et l'antisémitisme qui consiste à diaboliser les juifs, ce qui n'est évidemment pas notre propos. Que les sionistes soient juifs de préférence est un constat. Certains seraient tentés de leur trouver les mêmes défauts, puis de généraliser, alors que ces défauts sont partagés par la majeure partie de la population qui n'est pas juive d'origine ou de religion. Enfin, rappelons que Marx et Trotsky étaient juifs par leurs parents sans avoir épousé le judaïsme, ce qui ne les a pas empêchés de mener le combat pour le socialisme, et si leur principal défaut était d'être juif, on voudrait bien l'être !

Autre chose.

Au-delà de ce que nous savons sur le PS, vous vous demandiez peut-être pourquoi Hollande et son gouvernement avaient été si prompts à soutenir le plan Varin chez PSA, en consultant la liste des membres du Cercle de l'Industrie, vous n'en aurez plus. Je mets en ligne cette liste.

Devinez qui en était les fondateurs ? Dominique Strauss-Kahn et Raymond H. Lévy. Et qui en est le président ? Philippe Varin, Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën. Ce n'est pas tout . Qui en sont les vice-présidents ? Alain Lamassoure et Pierre Moscovici, Raymond H. Lévy en est le Président d'Honneur.

Vous avez compris que le PS est lié au CAC40 comme les doigts de la main.

Alors, est-il exagéré de parler d'un complot entre la classe des capitalistes, le parti de l'ordre officiel, l'UMP, et le parti de l'ordre officieux, le PS ? Voilà pour qui on vous a demandé de voter le 6 mai et le 17 juin, voilà le parti avec lequel depuis plus de 60 ans on vous instrumentalise pour réaliser un front unique.

Hier après-midi je me suis souvenu des propos de Lénine et Trotsky qui n'avaient pas hésité à reconnaître qu'ils avaient commis une multitude d'erreurs, ce qui était inévitable, quand ils étaient tous les deux vivants, en confrontant leurs idées ou réflexions l'un pouvait corriger l'autre, mais une fois Lénine disparu, il n'y avait plus personne du même niveau de conscience politique pour critiquer et éventuellement corriger les prises de position ou les analyses de Trotsky, du coup, ce qu'il nous a légué après 1924 n'a fait l'objet d'aucune étude sérieuse, puisque ceux qui se réclamèrent du trotskisme étaient et sont toujours de farouches dogmatiques pour lesquels la parole de Trotsky était quasi divine.

On se souvient que le principal défaut de Trotsky était sa fâcheuse tendance à vouloir concilier dans tous les domaines ce qui pour Lénine était inconciliable, ce qu'il reconnaitra modestement en donnant raison à Lénine. Qui nous dit maintenant que ce penchant ne s'est pas manifesté inconsciemment à nouveau par la suite et que les militants le prenant à la lettre n'ont pas cessé de le reproduire sans tenir compte de l'évolution de la situation mondiale et des modifications intervenues dans les rapports entre les classes ?

C'est un sujet tabou qui nous vaut l'excommunication des rangs des trotskistes, ce dont on se fout éperdument du reste, nous, nous essayons de comprendre pourquoi en 70 ans on n'a pas été foutus de construire le parti et l'Internationale.

Eux demain, ils vont pondre des articles dithyrambiques après le recul du gouvernement portugais, dans le genre : c'est la voie à suivre pour faire reculer le gouvernement, voyez que c'est possible, patati patata, car c'est là leur seul objectif et non le renversement du régime.

Des victoires comme celle-là, le prolétariat en a remportées des dizaines, des centaines au cours de la seconde moitié du XXe siècle, pour quel résultat à l'arrivée, quelle situation, sans se demander sur quelle orientation politique cette victoire a été obtenue, puisqu'ils n'ont pas d'objectif politique au-delà des revendications alimentaires qui permettent aux masses exploitées de mieux supporter le capitalisme, pourquoi, pardi, parce qu'ils ne combattent pas dans la perspective de son renversement, ils ne conçoivent pas chaque lutte comme un moment du combat pour en finir avec le régime mais comme une fin en soi, ce sont de vulgaires réformistes bourgeois, quel rapport cela a-t-il avec le trotskisme direz-vous, posez-leur la question, pour nous aucun.